

La Presse ÉCONOMIE

SUPPLÉMENT HEBDOMADAIRE DU MERCREDI 9 FÉVRIER 2022

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL : NABIL GARGABOU — DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DES PUBLICATIONS : CHOKRI BEN NESSIR

► TRIBUNE

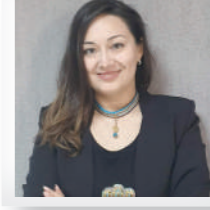


PAR HAKIM
BEN HAMMOUDA-
ANCIEN MINISTRE
DES FINANCES

L'ACCORD AVEC LE FMI
SUFFIRA-T-IL À NOTRE PEINE ?

Page 3

► REGARD D'EXPERT



ABIR JLASSI
SDIRI- EXPERTE
EN E.BUSINESS
& DIGITAL
MARKETING,
TRANSFORMATION
COACH ICF

« PLUSIEURS MÉTIERS VONT
DISPARAÎTRE POUR LAISSER
LA PLACE À DES LOGICIELS/
SYSTÈMES AUTOMATISÉS »

Page 4

► BILLET

HORIZON ASSOMBRI

Par Najoua HIZAOUÏ

Le recours à l'endettement extérieur s'impose encore une fois. Le gouvernement tunisien n'exclut pas de contracter des prêts auprès du Fonds monétaire international (FMI) et des organismes financiers internationaux, pour faire face à la crise socioéconomique qui frappe le pays. Un pays qui accuse un retard dans tous les secteurs, y compris celui des phosphates, fer de lance de l'économie nationale. Celle-ci est en mauvaise posture pour affronter 2022. La majorité des voyants sont au rouge, observent les opérateurs économiques sur la base des derniers indicateurs macro-économiques. Face à une crise sans précédent, le gouvernement ne semble pas avoir mis en place un tableau de bord un peu plus prospectif en cherchant à déterminer les facteurs-clés devant permettre de réaliser les objectifs qu'il s'est fixés. Une réalité d'autant plus alarmante qu'elle est appelée à perdurer au moins durant les prochaines années.

Le gouvernement a hérité de l'inefficacité d'un appareil administratif hypertrophié qui a fait beaucoup de mal à l'économie et aussi de la méfiance des investisseurs. Ainsi, le rétablissement de la confiance est certainement l'une des conditions nécessaires pour surmonter les difficultés présentes.

Avec une économie déjà en train de glisser vers la récession, la baisse des revenus provenant du secteur phosphatier, le déséquilibre des finances publiques, le recul de la production, le déficit budgétaire qui reste trop élevé, creusant un déficit courant déjà très important, font planer la menace d'une crise économique encore plus profonde en 2022. Des temps difficiles attendent ainsi les ménages dont l'épargne est faible et les entreprises dont les perspectives de croissance restent fragiles.

Alors que le trésor peine à se projeter dans un avenir serein, faute de disponibilités, la dette publique s'aggrave sans qu'aucune solution ne soit envisagée sauf le recours illico presto au FMI et autres institutions financières internationales pour boucler son budget et financer l'économie.

Les chances de sortie de crise sont minimes, faute de visibilité. Les perspectives demeurent incertaines et difficiles. La nécessité d'un rééquilibrage progressif et soutenu des finances publiques, reposant sur une combinaison de mesures visant à accroître les recettes du budget et à réduire les dépenses, est impérative. C'est une lourde mission de réformes qui incombe à l'exécutif. Ce dernier doit être conscient des enjeux et devrait savoir comment procéder pour fixer, selon une feuille de route, des objectifs concrets et réalisables.

EVITER DE RENDRE LES MESURES
CORRECTIVES ENCORE
PLUS DOULOUREUSES

Page 2

► L'ENTREPRISE AUTREMENT

UNE ÉNIÈME ANNÉE
QUE L'ON RISQUE DE PERDRE

Page 3

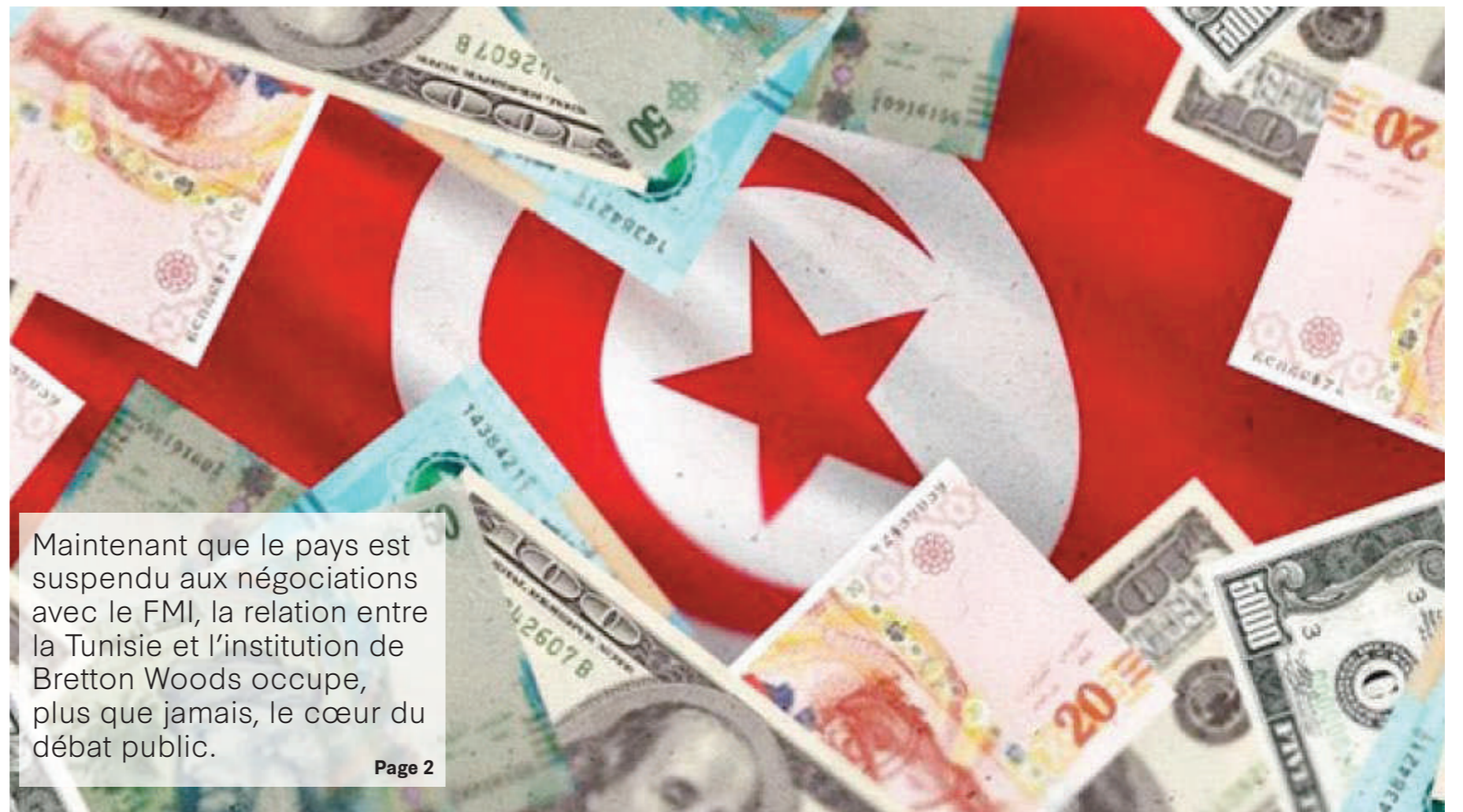
► ZOOM

LA TUNISIE HANTÉE
PAR LES PÉNURIES

Page 3

ACCORD TUNISIE-FMI

LE COUP DE LA DERNIÈRE CHANCE ?



Maintenant que le pays est suspendu aux négociations avec le FMI, la relation entre la Tunisie et l'institution de Bretton Woods occupe, plus que jamais, le cœur du débat public.

Page 2

بيكم نقعدو أحسن
Service client

ooredoo
عيش الإنترنت



2020

2021

2022



Opérateur de téléphonie mobile et fixe
Fournisseur de service internet (FSI)

ACCORD TUNISIE-FMI

LE COUP DE LA DERNIÈRE CHANCE ?

Maintenant que le pays est suspendu aux négociations avec le FMI, la relation entre la Tunisie et l'institution de Bretton Woods occupe, plus que jamais, le cœur du débat public. Quelles sont les conditionnalités exigées par le fonds pour des négociations réussies? S'agit-il de "diktats" ou de "réformes incontournables" que la Tunisie doit mettre en place pour sortir de l'ornière? Comment le FMI va-t-il aider la Tunisie à sortir de la crise des finances publiques dans laquelle elle est embourbée?

Pour apporter des éléments de réponse à toutes ces questions qui préoccupent l'opinion publique, le think tank Global Institute 4 Transitions GI4T a organisé, la semaine dernière, un webinar sur le thème "Tunisie-FMI: entre leçons du passé et perspectives d'avenir". Ont pris part à ce débat, Taoufik Rajhi, ancien ministre chargé des grandes réformes, et les universitaires et économistes, Elyès Jouini et Fethi Nouri. Ouvrant le débat, Hakim Ben Hammouda s'est interrogé sur les marges de manœuvre que peut donner le FMI dans ses négociations avec la Tunisie et sur la possibilité de parvenir à un éventuel accord qui sort des sentiers battus et qui donne des marges à l'investissement et au financement à l'image de l'accord avec l'Argentine où le fonds n'a pas interdit le financement direct par la Banque Centrale (à condition que ce soit limité dans des proportions bien établies).

TAOUFIK RAJHI : "LA TUNISIE A BESOIN D'UN SCHRÖDER"

Rappelant les instruments que le FMI met à disposition des pays qui traversent des difficultés financières et économiques pour leur venir en aide, Taoufik Rajhi a précisé que, depuis 2013, la Tunisie a bénéficié de deux instruments, à savoir l'accord de confirmation et le mécanisme élargi de crédit. Il a rappelé que l'accord de confir-

la BCT, fait-il savoir. L'intervenant a ajouté que la mise en œuvre de l'accord conclu en 2016, dans le cadre du mécanisme élargi de crédit, s'est heurtée à plusieurs difficultés qui concernent l'ajustement macroéconomique, précisant à cet égard, qu'à partir de juillet 2019, le FMI n'a pas pu achever les missions de revue programmées, et ce, en raison du processus électoral dans lequel est entré le pays, au cours de cette période-là. Par ailleurs, M.Rajhi a fait savoir que la hiérarchisation des réformes qui sont nombreuses à mettre en œuvre, l'engagement politique et l'appropriation sont nécessaires pour la concrétisation de ces réformes. L'économiste a souligné que l'approche graduelle ne peut que retarder leur mise en œuvre, affirmant que la thérapie de choc constitue la meilleure solution pour atteindre les objectifs de l'ajustement structurel. "Au fil du temps, avec les pressions politiques et sociales, on finit par renoncer aux engagements des réformes. Avec du recul, on conclut qu'il faut un front loading, c'est-à-dire engager les réformes rapidement. On est resté dans la phase ajustement budgétaire et on n'est pas passé à la phase promotion de la croissance", a-t-il expliqué. Rajhi a ajouté que la mise en œuvre d'un programme de réformes structurelles nécessite également une communication politique solide, notamment sur l'effet positif escompté. "Le grand problème c'est que les gouvernements ne veulent pas communiquer sur des mesures impopulaires", a-t-il indiqué. Selon l'ancien ministre, la capacité technique est un autre élément-clé pour la réussite des négociations. "Un gouvernement qui n'est pas doté de capacités techniques ne peut pas mener à bien un plan de réformes", a-t-il asséné.

Il a ajouté que la Tunisie a besoin d'un Schröder, un politicien qui "prend le taureau par les cornes, engage les réformes tout en sacrifiant sa carrière politique, parce qu'aucun gouvernement ne peut réussir à mettre en œuvre les réformes et, en même temps, à se faire réélire".

ELYÈS JOUINI: "CONSTRUIRE UN DISCOURS DE L'EFFORT COLLECTIF"

Pour Elyès Jouini, la clé de voûte des négociations réside dans la construction d'une solution partagée et acceptée par tous les acteurs. Pour mettre l'accent sur le niveau très élevé de la dette, l'économiste a fait savoir que, dans les années à venir, la Tunisie doit payer plus de 2 milliards de dollars de remboursement par an. Le point culminant de 3,3 milliards de dollars sera atteint en 2024. "On est face à des besoins importants. Une grande partie de ces remboursements est libellée en monnaie étrangère, donc,

il faut que l'Etat dispose de ressources en devises pour pouvoir rembourser ces sommes très importantes. En face de cela on a un déficit primaire de plus en plus important [...] Pour faire face à la fois aux besoins budgétaires et aux besoins de remboursement, la solution est d'emprunter", a-t-il précisé. Et d'ajouter: "Si la Tunisie devait aller sur les marchés financiers, les taux d'intérêts



seraient extrêmement élevés, et il n'est même pas sûr qu'à ces taux très élevés il y aurait des investisseurs qui seraient prêts à prêter. C'est pour cela que face, d'une part, à un déficit primaire important et, d'autre part, à un mur de la dette, il faut arriver à trouver des financeurs qui nous fassent confiance et à des conditions qui soient raisonnables". M.Jouini a, en ce sens, expliqué que les solutions urgentes de financement ne sont pas légion. Etant donné qu'il est impossible de recourir aux marchés financiers, que les réserves en devises permettent d'absorber uniquement le choc de 2022 et que l'option des accords bilatéraux avec des pays partenaires et amis est totalement illusoire, vu les montants dont la Tunisie a besoin, le FMI est l'unique issue à cette impasse. "A supposer que l'on trouve des pays partenaires amis qui acceptent de nous soutenir de manière quantitativement importante, on peut s'interroger, en tout cas, sur les motivations profondes sur les relations de dépendance et d'allégeance que cela pourrait amener "a-t-il indiqué. Et d'ajouter: "On a besoin d'un accord avec le FMI, non seulement pour le financement que le FMI peut apporter, mais aussi parce qu'un plan de redressement économique avec le FMI permet de débloquer la situation avec un certain nombre de bailleurs de fonds, parce que le FMI a un rôle de financement, mais aussi d'expertise".

Rappelant que le FMI exige un programme de relance économiquement viable et surtout réalisable, l'économiste a insisté sur la capacité de la Tunisie à construire une solution acceptable par les acteurs concernés, qui ont une capacité de blocage, et ce, vu la nature des décisions de réformes qui vont remettre en cause des rapports de force établis et des rentes de situation. "La grande difficulté aujourd'hui, et depuis plusieurs années, c'est qu'on n'a pas construit la plateforme qui permettrait aujourd'hui de construire une solution dans laquelle on pourrait s'engager. On peut se poser la question: «Qu'est-ce qui est mieux pour construire une solution, un pouvoir fort et centralisé ou plutôt un système délibératif?», s'est-il interrogé. Et d'ajouter: "Un pouvoir fort a la possibilité de décider plus rapidement mais en même temps un pouvoir fort, aussi fort soit-il, ne tient jamais tout seul. Il tient par un ensemble de relations, de dépendances et les remettre en cause, c'est se remettre potentiellement en cause lui-même et perdre peut-être le soutien populaire qu'il a aujourd'hui. D'un autre côté, un système délibératif a plus de mal à construire une solution parce qu'il faut la construire à plusieurs et, malheureusement, on a vu, durant les dernières années, la construction d'un soi-disant consensus, mais c'était plus un consensus dans le partage de la rente qu'un consensus pour répondre aux vraies questions qui se posent aujourd'hui". M.Jouini a, à cet égard, précisé qu'il est nécessaire de construire un discours de l'effort collectif. Il a mis l'accent sur l'urgence de la construction d'une plateforme pour l'avenir, un programme soutenable dans la durée, qui répond aux exigences de cohésion sociale, et ce, pour éviter une situation encore plus difficile et explosive. "Il ne faudrait pas que l'on se retrouve dans une situation où il faudra couper de manière drastique dans les salaires, où il y a une dévaluation importante, un gel des importations, etc. Il faut éviter de se trouver dans une situation comme au Liban où il n'y a plus de médicaments, d'électricité... Il faut agir vite!", a-t-il alerté.

FETHI NOURI : " IL Y A DE GRANDES MARGES DE MANŒUVRE DANS LES NÉGOCIATIONS SUR LES SUBVENTIONS ÉNERGÉTIQUES"

L'intervention de Fethi Nouri s'est articulée autour de la levée des subventions énergétiques, une forte exigence du FMI. L'économiste a expliqué que le fonds tient à cette exigence parce qu'il considère qu'un système économique efficace applique la vérité des prix pour éviter les distorsions,

la subvention étant une distorsion. Selon l'intervenant, il s'agit d'une mesure difficile à appliquer, précisant qu'en 2020, le montant global consacré à la subvention des énergies fossiles dans le monde a atteint 5.900 milliards de dollars, soit 7% du PIB mondial. «Personne n'écoute le Fonds monétaire international», a-t-il commenté. Il a ajouté que la Tunisie, étant un petit pays producteur de pétrole et de gaz, peut allouer des montants pour les subventions énergétiques à partir des recettes fiscales et non fiscales provenant de la production des énergies fossiles. "Lorsque le prix du baril est situé entre 50 et 65 dollars, les recettes fiscales, provenant du pétrole et du gaz, arrivent à éponger jusqu'à 63% des subventions. On ne peut pas empêcher un pays, comme la



Tunisie, qui a des recettes fiscales provenant de la production pétrolière de ne pas subventionner les produits énergétiques", a-t-il fait savoir. Expliquant que le FMI n'est pas favorable à la compensation des hydrocarbures pour des raisons environnementales, il a précisé que le fonds n'accorde pas suffisamment d'aide au profit des pays qui fournissent des efforts pour respecter les contraintes environnementales, sachant que la Tunisie est un bon élève de la lutte contre le réchauffement climatique. Il a conclu, à ce sujet, que la Tunisie dispose de grandes marges de manœuvre dans les négociations sur les subventions énergétiques. Interrogé sur les scénarios envisageables au cas où la Tunisie ne trouve pas un accord avec le FMI dans les mois à venir, l'économiste a fait savoir que le pays fera face à l'effondrement des finances publiques, précisant que la capacité du système bancaire à financer l'Etat a atteint ses limites.

Marwa SAIDI



mation qui était de 1,7 milliard de dollars et qui s'étalait de 2013 à fin 2015, a porté plus sur les aspects monétaire et bancaire et n'a pas abordé la question de l'ajustement budgétaire. Ledit accord a permis de réduire l'inflation, développer le cadre monétaire mis en application par la BCT, améliorer la supervision bancaire, optimiser la restructuration des banques publiques et instaurer la loi bancaire, ainsi que la nouvelle loi de

EVITER DE RENDRE LES MESURES CORRECTIVES ENCORE PLUS DOULOUREUSES

L'ampleur des déficits budgétaires et sectoriels successifs et les impératifs sociaux, l'absence d'un plan de relance à moyen terme pour rétablir la confiance des agents économiques indiquent que les perspectives pour cette année restent fortement défavorables. Et si les politiques publiques actuelles ne seront pas ajustées, le pays se dirigera alors vers une crise plus profonde en 2023, avec le risque de compromettre l'indépendance économique du pays.

De plus, tout report des réformes ne fera qu'aggraver cette récession et rendre les mesures correctives qui sont incontournables encore plus douloureuses pour la population. Pour éviter cela, il n'y a d'autres alternatives que de mener dès maintenant des politiques cohérentes sur les plans macroéconomique, structurel et sectoriel. Ces politiques forment un tout et doivent s'inscrire dans le cadre d'un plan à moyen terme. Les mesures doivent être progressives, bien articulées, ciblées et doivent

stabilité politique et sociale du pays.

LE SPECTRE DE L'ENDETTEMENT

Fortement endettée depuis des années, la Tunisie a du mal à se sortir de cette spirale. Le budget de l'année 2022, en l'occurrence, prévoit un endettement de près de six milliards d'euros pour relancer l'économie. Le déficit budgétaire prévu cette année va atteindre 8,5 milliards de dinars (2,6 milliards d'euros), ce qui représente 6,2% du PIB. Le budget prévoit également un endettement de près de 20 milliards de dinars (5,7 milliards d'euros) pour couvrir les dépenses et les besoins de la trésorerie. Avec ces crédits, le niveau de la dette publique atteindra 82,6% du PIB, contre 85,6% en 2021. Cet endettement se déclinera sous forme de crédits extérieurs de 12,6 milliards de dinars (3,9 milliards d'euros) et d'emprunts intérieurs de 7,3 milliards de dinars (2,3 milliards d'euros). En 2021, la dette extérieure avait atteint un pic de 100 milliards de dinars (environ 30 milliards d'euros), soit 100% du PIB. Pour renflouer les caisses de l'Etat et relancer l'économie, le gouvernement compte conclure un accord avec le Fonds monétaire international (FMI), dont les négociations reprendront au cours du premier trimestre de l'année 2022, selon la ministre des Finances et le gouverneur de la BCT. Pour accéder aux financements internationaux, la Tunisie doit mener «des réformes très profondes», notamment pour réduire le poids de la fonction publique qui atteint l'un des niveaux «les plus élevés au monde», estime Jérôme Vacher, représentant du FMI en Tunisie. Et de rappeler, dans une interview accordée à l'AFP, que la Tunisie a connu, à cause du covid-19, «sa plus grave récession depuis l'indépendance». Il souligne cependant que «les maux du pays étaient préexistants, en particulier les déficits budgétaires et la dette publique (près de 100% du PIB fin 2021) qui



se sont aggravés». Vacher a dû préciser que le taux de croissance, qui a atteint 3% en 2021, reste toutefois «faible et très largement insuffisant» pour résorber un taux de chômage qui dépasse les 18%. Dès sa formation en octobre, le gouvernement de Najla Bouden, qui a demandé au Fonds monétaire international (FMI) un nouveau programme d'aide, se dit optimiste sur la possibilité d'un accord du FMI avant la fin du premier trimestre 2022. Mais, selon Vacher, les discussions n'en sont qu'à un stade préliminaire et le FMI veut s'assurer de l'engagement de la Tunisie dans la réalisation des réformes économiques structurelles qui

traînent encore. Parmi les contraintes, Vacher mentionne le «poids important» de la fonction publique (16% du PIB), la masse salariale des 650.000 fonctionnaires absorbant plus de la moitié des dépenses annuelles de l'Etat, «sans compter les collectivités locales et les entreprises publiques». Cette «situation particulière» de la Tunisie, où «la masse salariale de la fonction publique est l'une des plus élevées au monde», constitue une entrave pour le pays pour gérer «ses dépenses d'avenir, d'investissements, d'éducation et de santé», déplore M. Vacher. Le représentant du FMI indique, par ailleurs,

Le budget prévoit également un endettement de près de 20 milliards de dinars (5,7 milliards d'euros) pour couvrir les dépenses et les besoins de la trésorerie. Avec ces crédits, le niveau de la dette publique atteindra 82,6% du PIB, contre 85,6% en 2021. Cet endettement se déclinera sous forme de crédits extérieurs de 12,6 milliards de dinars (3,9 milliards d'euros) et d'emprunts intérieurs de 7,3 milliards de dinars (2,3 milliards d'euros).

que la réforme profonde des entreprises publiques, est un autre dossier non encore traité et résolu et qui mérite une attention particulière. En outre, le FMI préconise d'accompagner une refonte du système des subventions (carburants, produits de première nécessité) par des mécanismes de compensation à destination des populations les plus défavorisées.

N.HIZAOU

Tout report des réformes ne fera qu'aggraver cette récession et rendre les mesures correctives qui sont incontournables encore plus douloureuses pour la population. Pour éviter cela, il n'y a d'autres alternatives que de mener dès maintenant des politiques cohérentes sur les plans macroéconomique, structurel et sectoriel.

faire l'objet d'un suivi rigoureux. Tout retard dans la mise en œuvre des réformes aura un coût élevé pour la collectivité nationale. Il remettra en cause le début de relance et aura des conséquences incalculables sur la

ACCORD TUNISIE-FMI

► TRIBUNE

L'ACCORD AVEC LE FMI SUFFIRA-T-IL À NOTRE PEINE ?

Par Hakim BEN HAMMOUDA - ancien ministre des Finances, directeur "Global Institute 4 Transitions"

Notre pays vit depuis quelques jours au rythme du débat public sur un probable accord avec le FMI pour espérer parvenir à un nouvel accord. C'est attendu est teinté de grandes inquiétudes, du fait de l'absence de progrès significatifs dans ces négociations en dépit de l'urgence. Ces inquiétudes s'expliquent par la crise aiguë des finances publiques et les déclarations officielles qui n'ont cessé de répéter que la résilience du Budget de l'Etat pour l'année 2022 est liée à notre capacité à parvenir à un accord

actuelle, de prévoir le résultat final de ces débuts d'échange avec cette institution et la possibilité de parvenir à un accord. Mais, la question essentielle est de savoir si cet accord, si nous y parviendrons, nous permettra de sortir de notre crise financière et d'ouvrir de nouvelles perspectives à notre économie ?

L'IMPORTANCE D'UN ACCORD AVEC LE FMI
Le débat public a été marqué au cours des dernières années par d'importantes critiques sur l'action du FMI dans le monde pour plusieurs raisons. La plus importante réside probablement dans la vision économique qui a fondé l'action en matière de politique économique de l'institution de Washington depuis sa création en 1944 à la fin de la Seconde Guerre mondiale dans la petite ville américaine de Washington. Les objectifs et la finalité de l'institution ont fait l'objet, au cours des réunions préparatoires, de nombreux débats et controverses particulièrement entre les délégations américaine et britannique conduite à l'époque par l'économiste John Maynard Keynes. Cette controverse s'est terminée avec la victoire de la position et de la vision américaines qui limitaient le rôle du FMI à la stabilisation des grands équilibres financiers des pays par le biais de politiques conservatrices et orthodoxes. Cette vision a été à l'origine des politiques d'austérité qui étaient au cœur des recommandations du FMI à tous les pays en proie à des difficultés financières. Ces politiques ont provoqué de nombreuses critiques dans le débat public adressées par des économistes et surtout les organisations de la société civile qui ont nettement nu à l'image de marque et à la confiance globale en le FMI. Ces critiques considéraient qu'en plus de leurs effets sociaux négatifs, les préceptes du FMI ne favorisaient que rarement un retour aux grands équilibres dans les pays. Ces critiques ont trouvé un écho dans notre pays particulièrement à partir de 2012 avec la multiplication des accords avec le FMI. Plusieurs partis politiques, les organisations sociales et les institutions de la société civile n'ont pas hésité à critiquer fortement les accords signés entre notre pays et le FMI, et ont mis en exergue leur incapacité à faire face aux défis de notre économie. Mais, en dépit de ces critiques, il semble

Il nous paraît difficile, dans la situation actuelle, de prévoir le résultat final de ces débuts d'échanges avec cette institution et la possibilité de parvenir à un accord. Mais, la question essentielle est de savoir si cet accord, si nous y parviendrons, nous permettra de sortir de notre crise financière et d'ouvrir de nouvelles perspectives à notre économie ?

aujourd'hui qu'il y ait un large consensus sur la nécessité de parvenir au plus vite à un accord avec le FMI pour plusieurs raisons. La première concerne la crise financière profonde et sans précédent que nous traversons et qui exige la mobilisation des efforts internes et externes pour arrêter cette descente aux enfers. Par ailleurs, l'ampleur de nos besoins financiers pour 2022 ne seront pas mobilisés en l'absence d'un appui important de la part des institutions financières internationales et une sortie sur les marchés financiers. De ce point de vue, le FMI constitue une porte d'entrée importante et une garantie d'accès aux financements internationaux pour faire face à nos besoins à des coûts moins importants. Pour l'ensemble de ces raisons, notre pays doit faire de l'accord avec le FMI une priorité absolue au cours des prochaines semaines pour réduire les pressions sur les finances publiques et mobiliser les financements nécessaires pour le budget de l'Etat. Dans cette course contre la montre et dans cette volonté s'y parvenir au plus vite, on peut se poser la question de savoir si cet accord suffirait à notre peine ?

DES DÉMARCHES DE NÉGOCIATIONS AVEC LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES
La démarche de négociations avec les institutions financières internationales comprend d'une manière générale deux grandes dynamiques : une dynamique administrative et financière et une dynamique politique. La dynamique administrative et financière comprend plusieurs étapes et passages obligés que tous les pays doivent suivre à la lettre. Dans cette dynamique, on peut mentionner plusieurs étapes qui commencent par la requête officielle pour l'institution et qui doit être signée par les représentants du pays en question dans le conseil d'administration. Cette dynamique comprend également la signature du pays sur un document qui explique tous les engagements, ce qu'on appelle le Mémoire de politique économique et financière qui doit être envoyé au Conseil d'administration après de longues négociations avec les responsables techniques de l'institution. L'examen par le Conseil est la dernière étape dans ce processus administratif et financier. Parallèlement aux aspects administratifs, cette dynamique comprend également un important aspect économique et financier. Il s'agit du programme et de l'ensemble des grands choix de politique économique que le

pays mettra en œuvre au cours de la période d'application de l'accord et qui fait l'objet de discussions et de négociations ardues pour un objectif majeur et parfois unique qui est le retour à la stabilité des grands équilibres macroéconomiques. Pour ce qui est de notre pays, les conditionnalités de l'institution de Bretton Woods portent sur la masse salariale, les subventions et la restructuration des entreprises publiques. Ces choix font toujours l'objet de négociations ardues et pénibles avec les délégations des experts du FMI qui font preuve souvent d'une intransigeance implacable. Mais, cet accord est nécessaire car, sans lui, la requête de notre pays ne peut être examinée par le Conseil d'administration du Fonds. La seconde démarche dans le processus de négociation d'un accord avec les institutions financières internationales est plutôt d'ordre politique. A ce niveau, il faut mentionner que les facteurs politiques sont importants et déterminent la position des institutions. Mais, ce qu'il faut souligner, c'est que ce facteur politique n'exclut pas les aspects administratifs et financiers. Au contraire, en l'absence d'un accord sur les grands choix financiers et économiques, la mobilisation politique que notre gouvernement est en train de faire aujourd'hui ne peut porter ses fruits. A ce niveau, il faut souligner que la crise politique que nous traversons et les évolutions du processus de réforme pourraient amener les grands pays membres de cette institution à adopter une attitude attentiste, ce qui pourrait retarder la conclusion d'un accord avec l'institution de Bretton Woods, pourtant crucial pour le sauvetage de notre économie au cours des prochaines semaines.

UNE CONDITION NÉCESSAIRE, MAIS INSUFFISANTE POUR SORTIR DE NOS CRISES
Nous avons souligné l'importance d'un accord avec le FMI, dans la mesure où il constitue une porte d'entrée aux financements internationaux et contribuera largement à la réduction de la pression de la crise financière. Mais, aussi important soit-il, cet accord avec le FMI ne constitue pas la planche de salut de notre pays à tous ses maux économiques et financiers. De notre point de vue, cet accord avec le FMI est une condition nécessaire et importante, mais insuffisante pour sortir de nos crises pour au moins cinq raisons essentielles :
-La première est d'ordre financier, dans la mesure où la signature d'un accord avec le FMI prendra du temps et ne peut être immédiate. Il faut, pour y parvenir, définir les grands choix de politique économique à mettre en place et finaliser les négociations avec les représentants de l'institution de Bretton Woods. Mais, en même temps, nos finances publiques doivent faire face à des demandes de paiement immédiates au cours des prochaines semaines. Ce décalage entre les deux temporalités, celle des finances publiques et celle des négociations avec le FMI pourrait conduire notre pays à une situation financière intenable. Il est urgent par conséquent que le gouvernement trouve les moyens de régler ce décalage et de mobiliser les moyens nécessaires pour faire face à ces besoins en attendant de parvenir à un accord avec le FMI.
-La deuxième raison de l'insuffisance d'un accord avec le FMI est plutôt d'ordre économique. L'accord avec cette institution sera d'ordre financier et concernera les grands équilibres financiers. Cet accord ne prendra pas en considération les autres grands défis économiques de notre pays. A ce niveau, il ne faut pas sous-estimer les autres dimensions de cette crise multiple et parallèlement à la stabilisation financière, il est important



Nos besoins financiers pour 2022 ne seront pas mobilisés en l'absence d'un appui important de la part des institutions financières internationales et une sortie sur les marchés financiers. De ce point de vue, le FMI constitue une porte d'entrée importante et une garantie d'accès aux financements internationaux pour faire face à nos besoins à des coûts moins importants.

de définir un autre programme de relance des investissements et de sauvetage des entreprises suite aux effets de la pandémie du covid-19.
-La troisième raison est d'ordre structurel car, parallèlement aux défis financiers et économiques de la crise, il faut mentionner les transitions nécessaires pour construire un nouveau modèle de développement.
-La quatrième raison est d'ordre social et concerne la crise sociale que nous traversons et qui a touché les fondements profonds de notre contrat social. Cette crise exige de nouvelles politiques sociales afin de reconstruire le lien commun.
-La cinquième est d'ordre politique qui exige la construction d'une nouvelle alliance large entre les partis politiques et les organisations sociales, afin de sauver l'économie et la société. Les réponses économiques et sociales ne nous permettront pas de relever les défis dans ce contexte de crise politique profonde et de blocage de la transition démocratique. Nous traversons aujourd'hui une crise économique et financière sans précédent. Cette crise exige la signature d'un accord avec le FMI pour ouvrir les portes à la mobilisation des ressources nécessaires pour faire face à nos besoins urgents de financement. Cet accord est nécessaire, mais en dépit de son importance, il ne sera pas suffisant pour relever les défis de notre économie. Cette crise multiforme exige plus que jamais la définition d'un programme global et un accord politique large pour poursuivre notre transition démocratique et sauver notre économie et la société des conséquences de la pandémie.

En dépit des appels répétés pour entamer des négociations avec l'institution de Bretton Woods afin de parvenir à un nouvel accord qui pourrait nous ouvrir la coopération avec les autres grandes institutions financières internationales et réduirait l'ampleur de la crise financière, les trois gouvernements qui se sont succédé aux affaires n'ont pas avancé dans cette direction et notre relation avec le FMI est restée au point mort.

avec le FMI au cours du premier trimestre de l'année 2022. Il faut souligner que notre pays a enregistré un immense retard pour parvenir à un accord après l'arrêt en avril 2020 au moment de la première vague de la pandémie du covid-19, de l'ancien accord signé en 2016. Depuis cette date, et en dépit des appels répétés pour entamer des négociations avec l'institution de Bretton Woods afin de parvenir à un nouvel accord qui pourrait nous ouvrir la coopération avec les autres grandes institutions financières internationales et réduirait l'ampleur de la crise financière, les trois gouvernements qui se sont succédé aux affaires n'ont pas avancé dans cette direction et notre relation avec le FMI est restée au point mort. Mais, les dernières semaines ont connu un regain d'intérêt de la part des pouvoirs publics des négociations avec le FMI, après un long silence. Ainsi, les réunions se sont-elles succédé avec les acteurs économiques et sociaux, et particulièrement les responsables de l'Uggt et ceux de l'Utica pour assurer leur participation à la formulation des grandes priorités du programme de réforme économique. Par ailleurs, les responsables gouvernementaux ont multiplié les déclarations pour entamer la préparation d'un programme de grandes réformes économiques pour sortir de la crise et rétablir les grands équilibres des finances publiques. Le gouvernement a formé plusieurs commissions de réflexion pour tracer de nouvelles voies de croissance et de nouvelles perspectives économiques. Par ailleurs, un document officiel a «fuité» récemment et qui va constituer la base des discussions avec le FMI. Il nous paraît difficile, dans la situation

Les dernières semaines ont connu un regain d'intérêt de la part des pouvoirs publics des négociations avec le FMI, après un long silence. Ainsi, les réunions se sont-elles succédé avec les acteurs économiques et sociaux, et particulièrement les responsables de l'Uggt et ceux de l'Utica pour assurer leur participation à la formulation des grandes priorités du programme de réforme économique.

► L'ENTREPRISE AUTREMENT

Une énième année que l'on risque de perdre

Par Foued ALLANI

Le temps passe vite pour nous, lentement pour d'autres. Il passe vite et l'oxygène de tout pays, qu'est l'argent, risque de devenir rare. Notre économie et surtout les finances de l'Etat vont mal, très mal. Notre pays est sous perfusion, les soins intensifs tardent et ceux qui possèdent la capacité de créer des richesses, donc de participer aux secours, sont paralysés ou presque. Le pays est sur la corde raide au moins pour onze autres mois qui ne prévoient aucune mesure de sauvetage de l'économie. Pire, aucune intention dans ce sens, de la part du pouvoir de fait, qui siège à Carthage. La pseudo-feuille de route, annoncée par Saïed, le 13 décembre dernier, après moult pressions aussi bien internes qu'externes, ne semble guère se soucier du devenir économique du pays, urgence de toutes les urgences. Plus grave, elle focalise tout l'effort du pouvoir sur les projets de Saïed. Celui-ci se propose de tout changer sauf sa situation à la tête du pays. Les racines agricoles, artisanales et commerciales de notre pays nous ont pourtant appris un minimum de planification, d'organisation, de souplesse, de patience, de rigueur, de confiance et de respect, le tout dans une ambiance où règnent les bonnes coutumes parfois érigées en lois. Qualités et valeurs, hélas devenues aujourd'hui rares pour ne pas dire introuvables. D'autant que l'analphabétisme politique, juridique, économique, médiatique et autres illettrismes sont en train de faire le lit d'un populisme qui ne pourrait déboucher que sur le fascisme. L'élément humain restera, hélas, le maillon faible de toute la chaîne. Mais sans aucune éducation efficace ni aucun encadrement valable depuis la naissance, l'élément humain livré, à lui-même, est devenu, pour une large majorité, un sournois et pernicieux parasite, un énorme fardeau, pis, une terrible tare pour toute activité fructueuse. En plus des crises dont le pays est victime depuis au moins onze longues années, nous vivons, en effet et depuis le 25 juillet dernier, une situation qui ne peut qu'aggraver lesdites crises. Opacité, ordres parachutés, avec primauté des projets personnels de Saïed sur ceux de l'ensemble du pays, méthodes et discours belliqueux, abrogation pure et simple de la Constitution,

dissolution des institutions qui en découlent, refus de tout dialogue, asservissement des médias publics, etc. La situation d'avant le 25 juillet était infecte, elle est devenue aujourd'hui plus que pourrie. On ne gouverne pas un pays sur la base de décisions illégales, abusives et arbitraires, pendant au moins 18 mois, par des décrets-lois qui vont jusqu'à revoir unilatéralement tout le système politique du pays, domaine de la Constitution et des lois organiques qui en découlent, sans parler de la loi de finances. Nous avons perdu un temps précieux, onze ans après le fameux janvier 2011. Un temps qui aurait pu servir aux réformes nécessaires et aussi pour concevoir et mettre en place un nouveau modèle de développement et pour construire le vrai citoyen. Nous sommes donc en plein dans une situation politique, sociale et économique catastrophique avec un peuple désorienté et à bout. Nous voilà donc au bord du précipice. Celui, comme nous n'avons jamais cessé de le répéter, de la faillite totale, politique, économique, sociale, morale et culturelle. Avec un pouvoir de fait à la tête de l'Etat et les diktats du FMI, à nos portes, nous nous acheminons, en effet, aujourd'hui, vers des situations catastrophiques dues à des mesures qui vont être atrocement douloureuses, car du genre «chirurgie de guerre». Une énième année que l'on risque de perdre, et avec elle ce qui nous reste comme fragiles acquis. Aujourd'hui, et à cause des terribles conflits et dysfonctionnements qui sont en train de détruire l'Etat et d'effriter la société, l'échec de la transition politique, censée remettre le pays sur les rails, est hélas consommé, et ce, à côté de celui fracassant de la transition économique. Aucun salut, donc, en dehors d'un dialogue qui devra déboucher sur l'adoption d'un plan de sauvetage du pays. Un dialogue institutionnalisé sous forme d'un congrès national qui regroupera les représentants de toutes les structures nationales élues, (présidence, parlement, organisations nationales, corps élus, conseils municipaux, conseils scientifiques, etc.) avec exclusion de toute personne sujette à des poursuites judiciaires.

► ZOOM

LA TUNISIE HANTÉE PAR LES PÉNURIES

Certains produits alimentaires de base subventionnés (huile de table, semoule, farine, sucre, etc.) se font de plus en plus rares sur le marché depuis des mois. Le gouvernement tunisien n'a pas pris, jusqu'à présent les mesures adéquates de contrôle pour tenter de stopper cette hémorragie et sévir contre les contrevenants. Sensible au mot «pénurie», qui revient pourtant régulièrement dans les médias, le ministère de tutelle n'en reconnaît pas officiellement l'existence, préférant parler de perturbation dans la distribution ou de déséquilibre entre l'offre et la demande. Tandis que les spéculateurs tapés dans l'ombre et à la voracité sans limite y ont recours un peu partout dans le pays pour récupérer et stocker de grandes quantités de ces produits, en vue de les revendre plus chers ou, plus grave encore, de les exporter frauduleusement dans des pays voisins. Monopole dans la distribution, faux chiffres et fausses déclarations des producteurs, spéculation illicite, dérèglement dans les importations, contrebande aux frontières,

réseaux informels, failles dans le système de contrôle et de régulation..., ces raisons et bien d'autres sans cesse dénoncées par les acteurs économiques, les professionnels du secteur du commerce et par le simple citoyen, sont sujet de controverse. Mais, jusqu'à présent, toutes ces anomalies, pourtant identifiées depuis longtemps et qui concourent à la création d'une atmosphère instable dans le pays et à la provocation de troubles sociaux, ne sont toujours pas surmontées en dépit de l'arsenal juridique mis en place pour y remédier. Le gouvernement doit mettre fin à tous ces dépassements, car ils vont à l'encontre de la stabilité du pays. Des remèdes doivent être apportés pour protéger le pays de ces dérives qui ne profitent qu'aux spéculateurs. La Tunisie doit essayer d'endiguer cette crise qui peut ébranler sérieusement la paix sociale et sortir définitivement de ces pénuries récurrentes, le plus souvent simulées, qu'elle vit depuis des années.

Najoua H.

► **REGARD D'EXPERT**

ABIR JLASSI SDIRI — EXPERTE EN E.BUSINESS & DIGITAL MARKETING, TRANSFORMATION COACH ICF

« PLUSIEURS MÉTIERS VONT DISPARAÎTRE POUR LAISSER LA PLACE À DES LOGICIELS/ SYSTÈMES AUTOMATISÉS »

L'intelligence artificielle et l'IOT (internet of things), les machines learning gagnent de plus en plus du terrain pour faciliter l'expérience client. Plusieurs métiers vont disparaître, surtout ceux à caractère opérationnel pour laisser la place à des logiciels et systèmes automatisés. Mais cela ne menace en aucun cas la présence de l'humain qui sera invité à résoudre les tâches qui nécessitent de la réflexion, l'innovation et la présence du contact « Humain to Humain ». Abir Jlassi Sdiri, experte en E. Business & Digital Marketing, Transformation Coach ICF, nous donne plus de détails sur ce sujet.

Comment peut-on définir le métier du digital marketing ?

Un responsable en Marketing Digital occupe une place primordiale que ce soit au sein d'une agence digitale, chez l'annonceur ou dans tout établissement désirant développer ses activités sur internet et communiquer avec sa cible.

Il/elle doit être un homme ou une femme de terrain maîtrisant les différents métiers du digital doté(e) d'un savoir-faire technique lui permettant d'estimer le temps à allouer pour créer et piloter une campagne digitale et ayant la capacité d'anticiper les risques et les soucis qui peuvent se poser durant le projet. Il/elle doit être doté(e) de l'empathie qui lui permet de répondre aux besoins des clients par des solutions digitales efficaces et innovantes qui les démarquent de leurs concurrents. De par mon expérience, j'ai parcouru tous les métiers du Digital Marketing avant d'être promue pour gérer des équipes et me lancer par la suite pour mon propre compte en 2013. Commencer du bas de l'échelle et avoir pris le temps de se spécialiser pendant des années dans chaque métier m'ont permis d'avoir une vision claire de la manière de briefier mon équipe, donner une estimation juste du temps à consacrer, connaître les compétences indispensables pour chaque métier afin de réussir les recrutements et les profils.

Je dois d'abord avoir un bon sens de l'écoute pour traduire les besoins de mon client en des fonctionnalités, plateformes, interfaces qui répondent au mieux à leurs besoins et réussissent à installer une relation client fluide et efficace. Avec mes équipes, j'opte pour un style de management coopératif orienté client et challengeant pour me surpasser et proposer à chaque fois une innovation dans le secteur d'activité de nos clients. Le conseil, la transparence et le respect des délais sont nos points forts. Ma mission est de faire vivre à mes clients une expérience unique où ils sont informés sur les différentes prestations, se sentir dans le confort et la confiance totale pour mieux se concentrer à développer leurs projets.

Sur quel dispositif repose votre approche commerciale?

Depuis 2015, notre approche commerciale est axée sur nos clients qui ne cessent de développer de nouveaux projets qui nous recommandent à leurs partenaires et réseaux

en local et à l'international. Chez 7ème SENS, aucune prospection commerciale n'est faite depuis plus de cinq ans à part les participations à des salons et foires en Tunisie et à l'étranger. Notre présence sur les plateformes de Networking spécialisées et réseaux sociaux professionnels à travers le Social Selling couvre notre besoin en projets. Ainsi que notre approche «Inbound Marketing» (Marketing attractif) reflétant notre crédibilité et notre savoir-faire nous fait gagner de nouveaux contrats, c'est le client bien renseigné à travers notre contenu qui vient vers nous.

Nos investissements en campagnes sont très variés, des campagnes ADS (sponsorisées) ponctuelles autour d'une nouvelle prestation ou un événement. Des campagnes cross-canal avec des médias ou des institutions, où nous sponsorisons carrément un événement culturel, entrepreneurial, sportif ou caritatif.

Quelle appréciation faites-vous sur les influenceurs ?

Le Marketing d'influence est un canal à ne pas négliger dans la stratégie digitale, mais à utiliser avec des pincettes. Les influenceurs font gagner de plus en plus en taux de viralité et propagation de l'information, mais il faut choisir son influenceur partenaire. Je dis partenaire car je vois que c'est une relation où les valeurs partagées priment sur les intérêts commerciaux. Un influenceur peut être un leader d'opinion dans le secteur d'activité auquel appartient l'entreprise désirant promouvoir son produit (un médecin, sportif, expert...), comme il peut être aussi une personne publique qui fédère une grande communauté rien que parce qu'elle apprécie son style de vie. Ici, il faut choisir entre promouvoir son produit en incarnant des valeurs solides et une confiance durable avec ses prospects ou faire parler de son produit au lancement et assurer une couverture élargie mais temporaire. Certes, les célébrités vont véhiculer le message publicitaire d'une façon plus amplifiée et à une vitesse lumière, mais ça reste éphémère. Sauf les contrats d'égéries. Par contre, les micro-influenceurs assurent plus de temps à la communauté à découvrir les atouts du produit, le mode d'usage, proposer des conseils, avoir les retours d'expériences et générer plus de User Generated Content (contenu généré par les utilisateurs) par le biais des jeux concours, les défis lancés



au sein de la communauté. Donc avec les micro-influenceurs, nous visons la durabilité et le contact permanent avec la cible. Pour conclure, il n'y a pas de bon ou mauvais choix, mais il y a une stratégie plus appropriée par rapport à la cible et au produit ou service proposé.

Quelles sont les tâches du Responsable E-Commerce ?

Le Responsable E-commerce, c'est un Responsable Marketing Digital doté de la fibre commerciale qui propose des solutions digitales pour accroître les ventes et maximiser le chiffre d'affaires en fidélisant les clients et les rendre ambassadeurs de l'enseigne. Le Responsable E-commerce maîtrise la relation client et prépare un terrain favorable pour faire vivre à ses prospects une expérience client fluide, courte et spéciale afin de garantir la conversion. Il doit avoir de bonnes connaissances sur les lois qui protègent le consommateur, les conditions générales de vente et la politique de protection des données, aucune faille ne doit se présenter au cours d'une visite sur un site E-commerce, une transaction ou une commande annulée.

Quelle est la différence entre le digital marketing et le e-business ?

Le Digital Marketing couvre les différentes prestations Marketing et publicitaires qu'une agence ou un prestataire peut fournir à un client pour gérer sa présence sur le Web et le Mobile, d'où vient le terme digital quel

que soit son objectif : visibilité, notoriété, vente, branding... Le e-business, c'est de concevoir une activité commerciale (produit ou service) dans une approche orientée vers l'usage des moyens et canaux digitaux. Digitaliser son activité et la rendre indépendante de la dimension physique classique, soit pour toucher une cible plus large, faciliter le contact avec le client, donner plus de proximité (espace / temps) ou réduire les coûts d'infrastructure et de déplacement.

Le digital évolue rapidement. Quelle serait la tendance d'avenir ?

Actuellement, l'intelligence artificielle et l'IOT (internet of things), les machines learning gagnent de plus en plus du terrain pour faciliter l'expérience client. Plusieurs métiers vont disparaître, surtout ceux à caractère opérationnel pour laisser la place à des logiciels et systèmes automatisés. Mais cela ne menace en aucun cas la présence de l'humain qui sera invité à résoudre les tâches qui nécessitent de la réflexion, l'innovation et la présence du contact Humain to Humain. Certes, des solutions Blockchain seront omniprésentes dans notre quotidien avec leurs avantages de transparence, sécurité et traçabilité.

Quelle est la différence entre la vente à distance et le E-commerce ?

La vente à distance est différente de l'E-commerce : elle est basée sur la commercialisation des produits et services via des canaux digitaux autres que le site E-commerce ou l'application de l'enseigne. C'est un canal de vente qui n'est organisé ni sécurisé. Cela peut être une solution de démarrage, mais à moyen et long terme, elle présente ses limites par rapport à la visibilité et la notoriété de l'enseigne qui dépend du réseau social ou de la plateforme et ne dispose pas de son Own Media qui est le site web ou application mobile de l'enseigne. Face à un piratage du compte ou page sur le réseau social, dysfonctionnement imprévu d'une plateforme, ou censure, l'enseigne perd toute trace d'existence sur le digital et sa notoriété qui est fondée sur un terrain non contrôlé. Ceci sans oublier que la vente à distance ne répond pas aux exigences des clients et à l'amélioration de la relation client par le biais de la gestion des données. En premier, un client exige un minimum de

transparence et de crédibilité à travers les informations autour de l'entreprise : siège social, capital, entrepôt, mode de livraison, délais de livraison, tarifs, facturation, mode de traitement des retours de commandes, un vis-à-vis juridique. Dans le cas de la vente à distance via les réseaux sociaux, les prix sont généralement révélés par Inbox, des vis-à-vis anonymes, la majorité sont des enseignes factices sans un statut juridique existant qui peuvent s'éclipser en si peu de temps. Le client affronte le risque dans chaque transaction et engagement et n'opte pas pour des investissements fréquents et à gros montants vu qu'il ne dispose pas d'un minimum de garantie et de sécurité. Un business fondé sur la vente à distance ne peut pas avoir un avenir prospère et durable. Pour promouvoir le E-commerce, toutes les prestations du Digital Marketing sont recommandées avec une approche de Growth Hacking (le piratage de croissance) si on veut atteindre des indicateurs de performances exponentiels. L'analyse de la Data est cruciale, c'est le levier pour mieux comprendre et analyser le comportement du client, lui proposer des offres sur mesure et développer des services et des produits mieux adaptés. La Data-Driven Marketing se base sur une approche qui consiste à prendre des décisions stratégiques sur la base d'une analyse et d'une interprétation des données. L'approche Data Driven permet d'examiner et d'organiser les données collectées des visites et du trafic du client dans le but de mieux le cerner.

Quelles conclusions tirez-vous de cette expérience ?

Je reste toujours fidèle à ma devise «Je suis une femme qui aime ce qu'elle fait et fait ce qu'elle aime» Suivez-moi sur les réseaux sociaux, je lance fréquemment des programmes d'accompagnement gratuits pour les jeunes en reconversion professionnelle et les porteurs de projet qui allient l'Entrepreneuriat, la Culture Digitale et le Développement personnel, à savoir «Build Your E.Business» lancé au mois de décembre qui a permis à cinq projets lancés par des jeunes de voir le jour. Ma mission est donc de soutenir la jeunesse tunisienne qui est pleine d'enthousiasme et d'ambitions pour l'accompagner vers un avenir plus rassurant et stable.

Propos recueillis par Sabine AHMED

► **KIOSQUE INTERNATIONAL**

La Cour des comptes de l'UE appelle à taxer davantage les énergies fossiles

Les politiques fiscales des Européens, qui continuent de soutenir les énergies fossiles en les taxant moins et en les subventionnant davantage que les renouvelables, «ne cadrent pas avec leurs objectifs climatiques», a estimé la Cour des comptes de l'UE.

«Si les subventions aux énergies renouvelables ont presque quadruplé entre 2008 et 2019, celles en faveur des combustibles fossiles sont restées relativement stables, malgré l'engagement de la Commission européenne et de certains Etats membres de les supprimer progressivement».

Alors que l'UE entend réduire, d'ici 2030, de 55% ses émissions de carbone par rapport à 1990, le charbon reste en moyenne moins taxé que le gaz naturel et les combustibles fossiles sont parfois «considérablement moins imposés que l'électricité», tandis que certains pays maintiennent les taxes sur les carburants «à un niveau proche des minima établis» par la réglementation européenne, regrette la Cour. Les subventions aux combustibles fossiles accordées par les Etats membres de l'UE ont représenté entre 55 et 58 milliards d'euros par an entre 2008 et 2019, dont environ deux tiers en exonérations fiscales.

Quinze pays — dont la Finlande, l'Irlande, la France et la Belgique — financent davantage de subventions pour les combustibles fossiles que pour les énergies renouvelables. A contrario, l'Allemagne, la République tchèque, l'Espagne et l'Italie favorisent davantage les renouvelables que les fossiles. Ces subventions aux énergies fossiles — crédits ou réductions d'impôt, aides aux revenus, soutien des prix, transferts directs... — profitent aux fournisseurs d'énergie, aux industriels, au secteur des transports, aux agriculteurs et directement aux ménages. Mais cela peut compromettre l'efficacité du marché carbone et freiner la transition énergétique, contribuer à affecter la santé publique en maintenant des émissions polluantes et «accroître les risques de «verrouillage» des investissements» dans des infrastructures polluantes.

Cette fiscalité «rend l'énergie propre et les technologies à faible consommation d'énergie relativement plus onéreuses», déplore la Cour des comptes

«L'élimination progressive des subventions aux fossiles d'ici 2025 – engagement pris

par la Commission et les Etats — s'annonce délicate sur les plans économique et social. Les répercussions de la taxation de l'énergie peuvent entraîner un rejet de ces taxes.» Le budget consacré à l'énergie (y compris chauffage et transport) par les ménages les plus pauvres peut représenter dans certains pays plus de 20% de leurs revenus, rappelle la Cour. L'institution recommande «la réduction de taxes» sur d'autres dépenses des ménages et la mise en place de «mesures de redistribution» en leur faveur.

Opep+ : Une démarche prudentielle

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses dix alliés, regroupés au sein de l'alliance Opep+, sont convenus, à l'issue de leur 25^e réunion ministérielle, tenue récemment, d'augmenter leur production globale de 400.000 barils/jour supplémentaires, en mars prochain, en dépit de la remontée notable des prix du brut à près de 90 dollars/baril. Une hausse modeste, demeurée sans changement et, qui traduit une démarche prudentielle observée par l'OPEP+ visant, en définitive, à soutenir les cours du pétrole à leurs niveaux adéquats en attendant l'évolution et les aboutissements des tensions géopolitiques en Ukraine qui fait craindre une envolée des prix telle qu'exprimée par les grandes puissances, en l'occurrence la Chine, l'Inde et les Etats-Unis. Des appréhensions également alimentées par la situation au Moyen-Orient, et qui sont justifiées par le fait que la Russie, partie du conflit, soit un producteur potentiel et un acteur déterminant sur le marché pétrolier mondial, et qu'en conséquence, une éventuelle perturbation dans les approvisionnements influencerait directement sur le prix du baril.

A travers cette mesure, somme toute attendue, le G 23 aura ainsi reconduit le plan d'ajustement de la production adopté en juillet 2021 portant sur une hausse des quantités des extractions pétrolières de 400.000 barils par jour, chaque mois. Un accord qui obéit «aux fondamentaux du marché pétrolier et au consensus sur ses perspectives», explique l'Opep. Suite à cette décision qui pourrait alimenter la hausse des prix, l'Organisation confirme «l'importance cruciale» pour l'ensemble des membres de l'alliance de se conformer au mécanisme de compensation en profitant de la période de prolongation de ce mécanisme jusqu'à fin juin 2022.

N.H.

► **ECHO AFRIQUE**

41 pays africains sur 54 enregistreront une dépréciation nominale de leurs monnaies d'ici fin 2022

En Afrique, la reprise économique 2022 sera confrontée à des défis financiers économiques, mais également politico-sécuritaires. D'après l'EIU, l'Ethiopie et le Soudan seront les deux pays qui feront face à la plus grande baisse de leurs devises nationales en Afrique, cette année.

41 pays africains sur 54 devraient enregistrer une dépréciation nominale de leurs devises nationales par rapport au dollar au cours de la période allant de la fin 2021 à fin 2022. C'est ce que révèle un rapport de l'Economist Intelligence Unit (EIU), publié au cours de la semaine dernière.

D'après l'institution, cette prévision est motivée par les risques qui pèsent encore sur les économies africaines, malgré la reprise économique mondiale post-covid-19. Ces risques seraient susceptibles de compliquer la mise en œuvre de certains accords commerciaux et d'investissements sur le continent.

«On s'attend à une volatilité accrue des monnaies, compte tenu des facteurs variés et contradictoires qui vont s'abattre sur la région, notamment les effets durables de la pandémie et les reprises économiques modestes, les finances nationales tendues et les marchés des matières premières haussiers, et la hausse de l'inflation annuelle, notamment». D'après l'EIU, cette dépréciation devrait accentuer les pressions inflationnistes qui se sont accélérées ces derniers mois dans plusieurs pays d'Afrique.

Il faut souligner que ce rapport intervient dans un contexte où la reprise économique tant attendue en Afrique est entravée par des difficultés concernant notamment la lenteur de la campagne de vaccination sur le continent, l'émergence de nouveaux variants et la persistance des crises politico-sécuritaires. D'après l'EIU, l'Ethiopie et le Soudan, deux pays en pleine crise politico-sécuritaire, devraient enregistrer les plus fortes dépréciations de leurs monnaies en 2022. Une situation qui intervient alors que les besoins de financements publics continuent de s'accroître poussant les pays africains à emprunter de plus en plus sur le marché des obligations pour combler ce déficit.

En 2021, plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, dont le Bénin, le Kenya, le Sénégal, le Ghana ou la Côte d'Ivoire, ont ainsi réussi à lever d'importants financements sur le marché des obligations en pleine pandémie de covid-19. D'après le FMI, la reprise économique de l'Afrique subsaharienne en 2022 devrait être moins importante que celle de l'année dernière. Elle est attendue à 3,7% cette année contre une estimation de 4% pour 2021.

«Près de 30 Etats africains connaîtront une inflation annuelle moyenne des prix à la consommation égale ou supérieure à 5% en 2022, tandis que dix d'entre eux —dont l'Angola, l'Ethiopie, le Nigeria, la Zambie et le Zimbabwe— auront un taux d'inflation à deux chiffres», indique l'EIU.

Le rapport de Global Witness attire l'attention du secteur financier sur les objectifs climatiques

La nécessité du financement des énergies vertes en Afrique

est connue et approuvée par plusieurs experts. L'attention des groupes financiers Standard Chartered Bank (Royaume-Uni) et Société Générale (France), ainsi que le groupe Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) est attirée sur le fait que le projet de construction du barrage hydroélectrique de Sombwe en RDC, pour lequel ils ont apporté des solutions de financement, présente un risque pour l'environnement et une violation des engagements en faveur de l'atteinte d'un objectif de net zéro pour les risques climatiques. «En submergeant des étendues de forêt, le barrage pourrait augmenter les émissions globales équivalent à 1,3 million de tonnes de CO₂ d'ici la fin du siècle, soit plus que les émissions créées par la combustion de 3 millions de barils de pétrole, réduisant ainsi l'impact positif de ce qui pourrait apparaître comme un projet d'énergie verte et renouvelable », peut-on lire dans le rapport de Global Witness sorti en décembre 2021. ICBC apporte un financement direct sur les 500 millions de dollars de contributions faites par les banques chinoises, tandis que Standard Chartered Bank et Société Générale ont arrangé au profit du projet un emprunt de 300 millions de dollars sur le marché international des obligations.

L'alerte concerne aussi des sociétés de gestion de fonds et d'actifs, BlackRock, Vanguard et Dimension Fund Advisor, qui, via la bourse de Hong Kong, détient respectivement pour 17 millions \$, 12,8 millions \$ et 5,6 millions \$ d'actions au capital de Power China, l'entreprise qui a reçu mandat de développer le projet.

La construction de ce barrage survient dans un contexte de récents engagements très médiatisés sur la limitation de la déforestation, les émissions et la biodiversité pris, lors de la COP26, et à la Conférence des Nations unies sur la biodiversité.

A priori, il y aura un arbitrage complexe entre le besoin de réduire le déficit d'accès à l'électricité en RDC, et celui de mener des actions en faveur de l'environnement. Le rapport de Global Witness indique cependant que l'essentiel de l'énergie qui sera produite par ce barrage sera affecté aux exploitations minières qui causent encore plus de dégâts sur l'environnement.

L'inflation sera au cœur des discussions des banques centrales africaines

L'inflation sera au menu des discussions d'une dizaine de banques centrales des pays africains, lors du comité de politique monétaire. Il sera décidé si elles doivent augmenter, réduire ou maintenir leurs taux de refinancement au profit des banques commerciales. Comme c'est le cas partout dans le monde, les prix ont progressé à des niveaux records au sein de différentes économies africaines. Traditionnellement, une hausse de l'inflation signifie qu'il y a plus d'argent dans une économie que de biens produits. Ce qui provoquerait une demande en valeur de biens et services plus importante que l'offre. Mais dans le contexte actuel, les coûts de facteurs comme le transport maritime, la spéculation et des défis logistiques sont à l'origine de la hausse des prix.

De même, les gouvernements ont besoin de ressources pour financer la croissance, et avec des difficultés à mobiliser des recettes fiscales, des emprunts peu chers seront la principale solution. Des analyses concordantes s'attendent à ce que les taux des banques centrales soient maintenus.

N.H.